

# L'INFO PAYSANNE

 **Le journal d'informations de la Confédération paysanne de l'Aveyron**  
N° 219 - Hiver 2025

## NUMÉRO SPÉCIAL ÉLECTIONS CHAMBRE

### DANS CE NUMÉRO

#### ÉDITO

**TOUR DE PASSE-PASSE** par Sascha Vue, éleveur ovin viande et paysan-boulangier à St-Salvadou.

#### FONCIER

**PROTÉGER, RÉPARTIR ET INSTALLER** par Gildas Douset, éleveur ovin lait à Druelle-Balsac.

#### RETRAITES

**RETRAITES - L'URGENCE C'EST PAS DE RETRAITE EN DESSOUS DU SMIC (1426 €)** par Francis Sabrié, paysan-retraité à Laguiole.

#### REVENU

**À QUAND LA PRIORITÉ AUX PAYSANS ET PAYSANNES ?** par Sara Melki, maraîchère à Millau.

#### AGRICULTURE BIOLOGIQUE

**UN DES LEVIERS DE LA TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE** par Léa Cabal-Zinck, paysanne-boulangère à Saint-Izaire.

#### ACCAPAREMENT DES TERRES

**BÉTON PARTOUT, MOUTONS NULLE PART !** par Johan-Kévin Galtier, éleveur bovin lait à Flavin.

#### FILIÈRES

#### ET NOS FILIÈRES DANS TOUT ÇA ?

par Hugo Capoulade, éleveur ovin lait à Arvieu.

## POUR DES CAMPAGNES VIVANTES



Dessein : Denys Moreau

## CHAQUE VOIX COMPTE !

### ÉDITO - TOUR DE PASSE-PASSE

En ces temps politiques fort mouvementés, de dissolutions en nominations, le désintérêt pour les élections est plus fort que jamais. Et le monde agricole aveyronnais n'échappe pas à la règle.

Pourtant début 2024 la crise du monde agricole s'est retrouvée au cœur du débat. C'est à nous, Confédération paysanne, de redonner de l'espoir aux paysans : oui 1 millions de paysans bien rémunérés et fiers de leur travail dans 10 ou 20 ans c'est possible !

Et pour cela nous avons de vraies propositions, nous travaillons ardemment sur le terrain à défendre les installations, le revenu de TOUTES les fermes, les retraites, la transition agro-écologique.

Les FNSEA/JA, qui nous ont conduit à la situation actuelle, se cachent ces derniers mois derrière la bataille contre le MERCOSUR, alors qu'ils ont contribué à déréguler toutes les politiques agricoles depuis 70 ans, ils ne tiennent pas le même discours à Rodez ou à Paris, on ne va pas se laisser avoir encore 6 ans !

La CR-CPO de son côté, dont les dirigeants nationaux sont souvent proches de l'extrême droite, se cache derrière la bataille contre les normes environnementales et sociales alors que plus de 80 % des agris sont prêts à s'engager dans la transition écologique si les règles sont claires et justes !

Vous le verrez en lisant ce journal j'espère, **la Confédération paysanne propose un vrai changement : remettre nos fermes, nos difficultés mais surtout nos envies au cœur de la chambre d'agriculture !**

## FONCIER - PROTÉGER, RÉPARTIR ET INSTALLER

Nous sommes l'un des rares pays à disposer encore d'une politique de régulation du foncier, mais soyons clair, elle est bien mise à mal.

L'accapement du foncier par certains pour des usages comme la production d'énergie (agrivoltaïsme, méthanisation, agrocarburant) ou encore les futurs risques liés aux mécanismes de compensations carbone, biodiversité, entravent la production alimentaire. L'artificialisation galopante des sols par les projets urbains ou autres grands projets inutiles ne cessent d'accroître la pression et d'éliminer les paysans. La politique agricole commune favorise encore et toujours les plus grandes fermes, celles qui produisent le moins d'emplois, qui gaspillent et s'accapent les ressources. De sombres montages sociétaires pensés par quelques agri-managers pour assouvir leur insatiable appétit, permettent encore de contourner le schéma directeur régional des exploitations agricoles.

C'est d'ailleurs de cette manière qu'Arnaud Rousseau (président FNSEA) se retrouve aujourd'hui à la tête d'un empire de 700 hectares et a perçu 4 fois l'aide allouée aux 52 premiers ha via 4 sociétés..

Et que dire d'une Coordination rurale sans boussole, qui au nom du droit de

propriété et de la liberté d'entreprendre souhaite enterrer le contrôle des structures et alléger le statut du fermage.

**Pour la Confédération Paysanne la question foncière est depuis toujours au cœur de notre projet avec trois grands objectifs : Protéger, répartir et installer !**

Pour cela notre projet est clair il faut :

- Mettre un terme aux stratégies de contournement de la régulation foncière et engager une refonte du contrôle des structures pour orienter le foncier vers les personnes physiques qui travaillent réellement sur les fermes et de manière égale vers toutes les installations (aidée ou pas, familiale ou pas, individuelle ou collective) pour augmenter le nombre de paysans. La politique des structures doit favoriser l'emploi, les fermes à taille humaines, les pratiques agro-écologiques, préserver et développer les surfaces en agriculture biologique et favoriser les productions déficitaires ;
- En finir avec le bétonnage des terres agricoles en donnant une priorité absolue à la production alimentaire (taxation dissuasive des plus-values réalisées lors de la vente d'un terrain agricole devenu constructible) ;

- Lutter contre la spéculation foncière et la financiarisation des terres (supprimer le principe de compensation agricole ou environnementale qui crée un droit à bétonner contre de l'argent) ;

- Doter les SAFER de financements publics pour le stockage du foncier dans l'objectif de le réattribuer à des candidats à l'installation et renforcer le dispositif de « préemption avec révision de prix » pour encadrer de manière immédiate le prix des terres ;

- Défendre le statut du fermage qui protège ceux qui travaillent la terre (opposition au bail rural agrivoltaïque et suppression du bail cessible) ;

**La terre est un bien commun à préserver, c'est aussi le premier moyen de production des paysans, elle doit garder sa fonction première, celle de nourrir la population.** De l'accès au foncier découlent le droit au travail et le droit au revenu. Sortons l'agriculture du carcan néo-libérale mortifère, sortons de la compétition qui élimine les paysans.

**FIN JANVIER SOYONS FERMES, VOTONS POUR DES CAMPAGNES VIVANTES, VOTONS CONFÉDÉRATION PAYSANNE !**

**POUR DES CAMPAGNES VIVANTES  
SOYONS FERMES !**

**JE VOTE CONFÉDÉRATION PAYSANNE**

**du 15 au 31 janvier 2025  
Chaque voix compte !**



## REVENU - À QUAND LA PRIORITÉ AUX PAYSANS ET PAYSANNES ?

La Commission des comptes de l'agriculture de la nation vient de livrer son verdict pour 2024 : des revenus catastrophiques pour les agriculteurs et agricultrices, qui succèdent à une année déjà médiocre en 2023.

Ces niveaux de revenu beaucoup trop faibles entraînent la chute du nombre de paysans dans une indifférence générale, entretenue par des politiques publiques et des syndicats majoritaires qui ne se préoccupent que d'une chose : alimenter les industries agroalimentaires en matières premières bon marché. À ce manque de revenu s'ajoutent les aléas climatiques de plus en plus fréquents. **La détresse et le mal-être des paysans et des paysannes sont encore là.**

**Alors comment survivre ?**

Depuis le début de l'année, on parle beaucoup des accords de libre-échange qui mettent en concurrence nos produits agricoles et font baisser les prix. Nous sommes le seul syndicat à demander la mise en place d'une régulation des marchés et l'instauration de prix minimum d'entrée. Les lois EGALIM ne fonctionnant pas, nous demandons également l'instauration de prix planchers pour tous nos produits agricoles, via une loi véritablement contraignante.

Pour améliorer le revenu, des aides PAC corrélées à l'actif et non à la surface permettraient que toutes les productions (élevage mais aussi maraîchage, arbo, viti,

PPAM..) soient aidées, quelle que soit la taille de la ferme. Cela permettrait en plus de stopper la course à l'agrandissement.

Enfin sur la question des aléas climatiques, nous sommes le seul syndicat à proposer un fond public de mutualisation des risques climatiques couvrant toutes les agricultures.

Au niveau européen, le revenu agricole représente à peine 47 % des salaires moyens bruts des autres secteurs économiques : ce n'est pas une fatalité, nous pouvons reprendre la main sur la politique économique et publique pour redonner du sens au métier de paysan.

**POUR UN REVENU PAYSAN  
RÉMUNÉRATEUR, SOYONS FERMES !**

## RETRAITES - L'URGENCE C'EST PAS DE RETRAITE EN DESSOUS DU SMIC (1426€)

Des campagnes vivantes avec des voisins nombreux c'est un des objectifs de la Confédération Paysanne, actifs et retraités sont directement concernés. **Pour y parvenir le revenu agricole et le montant des retraites doivent être suffisants.**

Le revenu des paysans et des paysannes doit couvrir le coût de production, les cotisations sociales et la rémunération du travail. **Le montant des retraites doit reconnaître la contribution et le travail de chacun**, afin de permettre une vie plus apaisée et sereine au moment de transmettre la ferme vers l'installation plutôt que l'agrandissement.

Grâce aux actions de la Confédération paysanne nous avons obtenu les lois Chassaing qui ont permis à beaucoup de chefs d'exploitation retraités d'atteindre 85 % du SMIC

(Chassaing 1) et aux conjoints, conjointes et aides familiaux d'obtenir une revalorisation (Chassaing 2). Pour autant, le compte n'y est pas ! Les retraites agricoles restent beaucoup trop faibles au regard des autres catégories socio-professionnelles.

**Pour tous les retraités, nous revendiquons une pension au moins équivalente au SMIC (environ 1426 €) et indexée sur le SMIC**, avec une exonération de CSG et CRDS pour un revenu fiscal inférieur à 20000 € (pour 1 part) et 30000 € (2 parts). **Ce serait reconnaître notre rôle nourricier, une vie de labeur d'utilité publique.**

La consolidation des recettes du budget des retraites se fera par l'augmentation du revenu des actifs mais aussi en élargissant l'assiette des cotisations sociales aux dividendes et revenus boursiers et en plafonnant

les retraites dans tous les régimes.

En janvier 2025, dans le cadre de la reprise du Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale, la Confédération paysanne de l'Aveyron sollicite les parlementaires aveyronnais pour améliorer la situation.

Nous revendiquons également :

- Des services publics accessibles physiquement avec l'arrêt du tout numérique ;
- Un traitement des dossiers par la MSA dans des délais raisonnables : retraites et réversions, handicap, invalidité, maladies professionnelles, prestations familiales... ;

**PLUS QUE JAMAIS LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE DE L'AVEYRON MAINTIEN LA PRESSION, SOYONS FERMES !**



## AGRICULTURE BIOLOGIQUE - UN DES LEVIERS DE LA TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE

L'objectif de la Confédération paysanne est de mettre en place un cadre politique qui permette de généraliser l'agriculture paysanne, c'est à dire des pratiques d'agro-écologie paysanne cohérentes avec le cahier des charges de l'agriculture biologique, débarrassée des pesticides et intrants de synthèse et sans OGM, mais aussi des pratiques qui vont au-delà du cahier des charges : maintien du taux de matière organique des sols, préservation de la biodiversité, économie d'énergie etc. Et surtout une agriculture qui respecte nos fondamentaux sociaux : des paysans nombreux, heureux et justement rémunérés.

**En attendant, l'agriculture biologique est une des voies qui peut permettre aux paysan.ne.s d'avancer vers une agriculture respectueuse des femmes, des hommes, et de l'environnement.**

Pour cela, tous les leviers disponibles doivent être mobilisés pour encourager son développement : aides à la conversion et au maintien, fléchage de l'aide alimentaire vers les produits bio, approvisionnement de la restauration collective, soutien aux organismes de recherche et de développement de l'agriculture biologique, préservation d'un cahier des charges exigeant, structuration de filières territorialisées.

**En Aveyron, nous avons proposé et réussi à faire adopter à l'unanimité une motion relative au soutien à l'Agriculture Biologique à la Chambre d'Agriculture lors de la session du 27 Novembre 2023 !**

Nous y demandons notamment « la transparence des marges et la suppression des surmarges sur les opérateurs de toute la filière » ainsi qu'un « accompagnement des politiques publiques pour une véritable transition agroécologique » !

**METTONS EN ŒUVRE CES DÉCISIONS UNANIMES, PASSONS DE LA PAROLE AUX ACTES, SOYONS FERMES !**

**DÉFENDONS L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE, SOYONS FERMES !**

## ACCAPAREMENT DES TERRES - BÉTON PARTOUT, MOUTONS NULLE PART !

Les chiffres sont là, **chaque année ce sont entre 2 et 5 fermes qui sont enfouies sous le bitume et/ou le béton en Aveyron** ces dernières années. Depuis 2011, 1800 hectares ont disparu, dont 70 % entre l'agglomération de Rodez et l'axe RN88 de Naucelle à Sévérac. Loin de concerner des terres à faibles potentiels et des zones de déprise agricole, ce sont des terres profondes de Ségala ou de vallée de l'Aveyron, dans des secteurs à fortes pression foncière, qui ne produiront plus jamais.

« La pertinence d'un aménagement complet à 2 x 2 voies ne semble toujours pas établie comme une réponse adaptée aux besoins de développement économique du territoire concerné. » Voilà l'opinion du Conseil d'Orientation des Infrastructures émise en 2022 à propos de Rodez-Séverac. L'option privilégiée étant le prolongement du barreau de Saint-Mayme jusqu'à Laissac, permettant de supprimer la portion la plus accidentogène et la moins fluide de cet axe, à coût financier et environnemental moindre. Sans ce choix, ce seront 360 hectares massacrés, 300 millions d'euros injectés, alors que la voie ferrée qui a désenclavé le territoire un siècle durant prend maintenant des allures de forêt.

Mais rassurons-nous les zones industrielles de Malan et des Molinières prennent aussi le même chemin, dès leur troisième année d'existence. N'oublions pas non plus l'«ex-futur parc des expositions de Rodez, qui est redevenu un champ de luzerne. **Le seul syndicat à pointer du doigt ces aberrations est la Confédération paysanne.** Gaspillage d'argent public pour la seule postérité de quelques-uns, au détriment de l'intérêt de tous, ces politiques d'artificialisation sans discernement doivent prendre fin. Il est du rôle de la Chambre d'agriculture de prendre position pour la défense de terres agricoles et des droits de ceux qui les travaillent.

C'est ce que nous avons porté le 26 novembre 2021 en session chambre, en faisant voter une motion contre l'agrivoltaïsme et l'implantation de panneaux photovoltaïques sur les terres agricoles. Le combat contre les 3 centrales du Causse Comtal et leurs 250 hectares de panneaux a été en grande partie gagné par nos forces, mais nous resterons fermes sur ces projets.

**LA VITALITÉ DE NOS CAMPAGNES EST INCOMPATIBLE AVEC DE TELS PROJETS, SOYONS FERMES !**

## FILIÈRES - ET NOS FILIÈRES DANS TOUT ÇA ?

L'Aveyron est un territoire historiquement ancré avec des filières d'élevage multiples, diverses et variées. Celles-ci ont permis à l'agriculture aveyronnaise d'être gage de paysans nombreux dans nos campagnes avec le maintien d'un tissu rural dense et son économie qui va avec. En effet, l'Aveyron développe sur son territoire plus de 30 produits sous Signe Officiel de Qualité et de l'Origine (SIQO) en passant par toutes les productions. Preuve en est de l'intérêt des paysans aveyronnais pour des productions de qualité, garantissant aux consommateurs des produits de qualité dans leurs assiettes.

**Aujourd'hui ces différentes productions en filière sous signe officiel de qualité sont en danger ! OUI, à ce jour tous-tes les paysans engagés dans ces productions-là voient leurs produits pour la plupart de leurs débouchés vendus moins cher qu'une production de "moins bonne qualité".**

La faute à qui ? Tout d'abord aux politiques publiques qui laissent totales emprises aux groupes industriels de faire ce qu'ils veulent avec nos produits haut de gamme tant qu'ils se font un max d'argent sur le dos des paysans et des paysannes.

Pour cela, il est temps qu'il y ait une vraie prise de conscience de nos dirigeants pour **instaurer une loi protégeant réellement le prix de vente des produits agricoles** et la renforcer vis-à-vis des produits sous signe officiel de qualité.

En même temps, il est temps de repartir à l'assaut de tous ces grands groupes industriels, qui pour certains s'achètent une belle image auprès des consommateurs en se targuant d'être des fervents défenseurs de nos productions SIQO, mais en fait il n'en est rien ! Ils font totalement l'inverse et finalement se sont eux qui mettent à mal depuis des années notre territoire rural Aveyronnais en ne donnant aucune perspective rassurante pour permettre des installations nombreuses ! À coup de bénéfices toujours plus impressionnant, ce sont eux qui dévalorisent nos produits de qualité et de ce fait pillent les paysans engagés dans ces filières.

La production sous signe officiel de qualité doit être gage de valeur ajoutée pour les paysans. C'est pour cela qu'à la Confédération paysanne de l'Aveyron nous nous sommes battus, et nous nous battons toujours pour une juste rémunération des paysans-nés engagés dans ces filières de qualité. Elles ont été le fleuron de notre département durant des décennies, alors nous ne laisserons pas quelques gros groupes industriels s'enrichir sur notre dos et mettre à terre nos produits de qualité ! Nous continuerons de rappeler à nos dirigeants le rôle qu'ils ont dans cette bataille et les mettrons encore et toujours devant leurs responsabilités !

**POUR DES FILIÈRES DE QUALITÉ AVEYRONNAISE FORTES, RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT, SOYONS FERMES !**



**RETROUVEZ NOS VIDÉOS SUR NOTRE CHAÎNE YOUTUBE**

@Confederationpaysanneaveyron



Confédération Paysanne  
de l'Aveyron

Retrouvez-nous sur :

facebook /confaveyron

**confaveyron.org**

## L'INFO PAYSANNE

Le journal d'informations de la Confédération paysanne de l'Aveyron

**Directeur de publication :**

Christian Roqueirol

**Mise en page :**

Muriel Flouriot

**Dépôt légal :**

1<sup>er</sup> trimestre 2025

**Impression :**

AIS Imprimerie du Bassin à Decazeville

CPPAP : 1122G80085

ISSN : 2495-8387

